

Mlle Baijer-Du Brucq, Elise, née à Sint-Niklaas le 10 janvier 1986, tous demeurant à Waasmunster, ont été autorisés, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à leur nom patronymique celui de « Baijer », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 8 août 1997 :

Mlle Van de Merlen, Sara, née à Kapelle-op-den-Bos le 24 septembre 1987;

M. Van de Merlen, Jonas, né à Kapelle-op-den-Bos le 28 juillet 1989, tous deux y demeurant, ont été autorisés, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à leur nom patronymique celui de « Klassen », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 8 août 1997, Mlle Roten, Sarah Agatha Lambert, née à Tongres le 11 mai 1970, y demeurant, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Peters », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 8 août 1997, M. Herman, Kris Gustaaf Jean-Pierre, né à Sint-Amandsberg le 30 juin 1972, demeurant à Gand, a été autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Staelens », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 8 août 1997, M. Dom, Kurt Pierre André Denis, né à Wilrijk le 2 mars 1974, demeurant à Alost, a été autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Fondu », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 8 août 1997, Mlle Langhmans, Vanna, née à Vilvorde le 16 décembre 1992, y demeurant, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Trösch », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 8 août 1997, M. Trösch-Schepens, Werner François Jacques, né à Bruges le 23 février 1967, y demeurant, a été autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Trösch », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Mej. Baijer-Du Brucq, Elise, geboren te Sint-Niklaas op 10 januari 1986, allen wonende te Waasmunster, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, hun geslachtsnaam in die van « Baijer » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 8 augustus 1997 is machtiging verleend aan :

Mej. Van de Merlen, Sara, geboren te Kapelle-op-den-Bos op 24 september 1987;

de heer Van de Merlen, Jonas, geboren te Kapelle-op-den-Bos op 28 juli 1989, er beiden wonende, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, hun geslachtsnaam in die van « Klassen » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 8 augustus 1997 is machtiging verleend aan Mej. Roten, Sarah Agatha Lambert, geboren te Tongeren op 11 mei 1970, er wonende, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Peters » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 8 augustus 1997 is machtiging verleend aan de heer Herman, Kris Gustaaf Jean-Pierre, geboren te Sint-Amandsberg op 30 juni 1972, wonende te Gent, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van « Staelens » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 8 augustus 1997 is machtiging verleend aan de heer Dom, Kurt Pierre André Denis, geboren te Wilrijk op 2 maart 1974, wonende te Aalst, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van « Fondu » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 8 augustus 1997 is machtiging verleend aan Mej. Langhmans, Vanna, geboren te Vilvoorde op 16 december 1992, er wonende, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Scheveneels » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 8 augustus 1997 is machtiging verleend aan de heer Trösch-Schepens, Werner François Jacques, geboren te Brugge op 23 februari 1967, er wonende, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van « Trösch » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

MINISTERE DE L'INTERIEUR  
ET MINISTERE DE LA JUSTICE

[C - 97/657]

**28 AOÛT 1997. — Circulaire relative à la procédure de publication des bans de mariage et aux documents qui doivent être produits afin d'obtenir un visa en vue de conclure un mariage dans le Royaume ou d'obtenir un visa de regroupement familial sur la base d'un mariage conclu à l'étranger**

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres et Officiers de l'état civil du Royaume,

L'objectif de la présente circulaire est de régler quelques problèmes relatifs à la procédure de publication des bans (loi du 26 décembre 1891, *M.B.*, 31 décembre 1891, modifiée par la loi du 7 janvier 1908, *M.B.*, 15 janvier 1908) qui ont récemment donné lieu à controverse. En outre,

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN  
EN MINISTERIE VAN JUSTITIE

[C - 97/657]

**28 AUGUSTUS 1997. — Omzendbrief betreffende de procedure van de huwelijksafkondiging en de documenten die dienen overgelegd te worden ten einde een visum met het oog op het afsluiten van een huwelijk in het Rijk te bekomen en ten einde een visum gezinshereniging op basis van een huwelijk afgesloten in het buitenland te bekomen**

Aan de Dames en Heren Burgemeesters en Ambtenaren van de burgerlijke stand van het Rijk,

Beoelwing van deze omzendbrief is enkele punten te behandelen aangaande de procedure van de huwelijksafkondiging (wet van 26 december 1891, *B.S.*, 31 december 1891, gewijzigd door de wet van 7 januari 1908, *B.S.*, 15 januari 1908) die de jongste tijd aanleiding

elle apporte des éclaircissements quant aux documents qui doivent être produits afin d'obtenir un visa en vue de conclure un mariage dans le Royaume ou d'obtenir un visa de regroupement familial sur la base d'un mariage conclu à l'étranger.

1. Le fait qu'un étranger séjourne de manière illégale dans le Royaume n'est pas de nature à empêcher la publication des bans de mariage.

Le droit au mariage est garanti par l'article 12 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (approuvée par la loi du 13 mai 1955, *M.B.*, 19 août 1955) et l'article 23 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (approuvé par la loi du 15 mai 1981, *M.B.*, 6 juillet 1983).

Le droit au mariage n'est pas subordonné à la situation de séjour des parties concernées.

Il en résulte que l'officier de l'état civil ne peut refuser la publication des bans de mariage pour le seul motif qu'un étranger séjourne de manière illégale dans le Royaume.

### 2. Lieu de publication des bans de mariage.

En vertu de l'article 4 de la loi du 26 décembre 1891, la publication des bans de mariage a lieu dans la commune du domicile ou de la résidence de chacun des futurs époux.

En droit civil, la notion de domicile revêt une signification particulière.

En vertu de l'article 102 du Code civil, le domicile d'une personne est le lieu où elle a son principal établissement. Il s'agit essentiellement d'une question de fait mais il peut être déduit de la jurisprudence et de la doctrine que le lieu du principal établissement d'une personne se trouve au lieu où elle a son centre d'intérêts et où elle est censée être présente de manière durable pour exercer ses droits et remplir ses obligations, même si elle n'y réside en fait pas continuellement.

La mention dans les registres de la population est une indication importante mais ne prouve pas en soi la réalité du domicile (Cass., 18 avril 1958, *Pas.*, 1958, I, p. 891). Ces deux notions coïncident cependant dans la plupart des cas.

L'étranger qui séjourne illégalement dans le Royaume se trouve sur le territoire belge et dispose donc d'un lieu de résidence dans le Royaume.

En droit civil, l'étranger qui n'est pas inscrit dans le registre de la population ou des étrangers peut même avoir un domicile en Belgique, s'il séjourne depuis des années dans un endroit où se trouve le centre de ses intérêts.

La preuve de l'existence d'un domicile ou d'une résidence en Belgique peut être apportée par toutes voies de droit.

### 3. Lutte contre les mariages simulés.

L'intention des parties de se marier doit être rendue publique par la publication des bans de mariage.

L'officier de l'état civil peut procéder à la publication des bans de mariage sur la base d'une simple déclaration des futurs époux dans laquelle ils fournissent les informations nécessaires quant à leur état civil. Afin d'éviter toute incertitude quant aux données indiquées dans l'acte de publication des bans, il est toutefois de règle générale que l'officier de l'état civil demande la production d'un extrait de l'acte de naissance et d'autres pièces du dossier de mariage. La production de tous les documents nécessaires doit avoir lieu au plus tard au moment de la célébration du mariage.

Dès qu'il a connaissance de l'intention des parties de se marier, l'officier de l'état civil peut vérifier si ces dernières ont l'intention de contracter un mariage simulé.

Il ne peut toutefois refuser de publier les bans de mariage qu'en cas de fraude manifeste et avérée (documents faux ou falsifiés).

L'officier de l'état civil peut refuser de célébrer le mariage s'il constate que la volonté réelle des parties ne correspond manifestement pas à leur volonté exprimée, c'est-à-dire que le but du mariage n'est pas la création d'une communauté de vie durable, mais l'obtention d'un avantage lié au statut de conjoint.

gegeven hebben tot controverse. Tevens wordt er enige duidelijkheid verschaft aangaande de documenten die dienen overgelegd te worden ten einde een visum met het oog op het afsluiten van een huwelijk in het Rijk te bekomen en ten einde een visum gezinshereniging te bekomen op basis van een huwelijk afgesloten in het buitenland.

1. Het feit dat een vreemdeling illegaal in het Rijk verblijft kan op zich de huwelijksafkondiging niet verhinderen.

Het recht op huwelijk wordt gegarandeerd door artikel 12 van het Europees Verdrag Voor de Bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden (goedgekeurd bij de wet van 13 mei 1955, *B.S.*, 19 augustus 1955) en artikel 23 van het Internationaal Verdrag inzake Burgerlijke en Politieke rechten (goedgekeurd bij de wet van 15 mei 1981, *B.S.*, 6 juli 1983).

Dit recht op huwelijk is niet verbonden aan de verblijfstoestand van de betrokken partijen.

Hieruit volgt dat de ambtenaar van de burgerlijke stand de huwelijksafkondiging niet kan weigeren op grond van het loutere feit dat een vreemdeling illegaal in het Rijk verblijft.

### 2. Plaats van de huwelijksafkondiging.

Overeenkomstig artikel 4 van de wet van 26 december 1891 geschiedt de afkondiging van het huwelijk in de gemeente van de woonplaats of de verblijfplaats van ieder der aanstaande echtgenoten.

Het begrip woonplaats in burgerrechtelijke zin heeft een specifieke betekenis.

Conform artikel 102 B.W. is de woonplaats van een persoon de plaats waar hij zijn hoofdverblijf heeft. Dit is essentieel een feitenkwestie maar uit de geldende rechtspraak en rechtsleer kan men afleiden dat het hoofdverblijf van een persoon gesitueerd is daar waar hij het centrum van zijn belangen heeft en waar hij geacht wordt voortdurend aanwezig te zijn voor het uitoefenen van zijn rechten en het nakomen van zijn verplichtingen, alhoewel hij er in feite misschien niet bestendig verblijft.

De vermelding in de bevolkingsregisters is een belangrijke aanduiding, maar bewijst op zich niet de werkelijkheid van de woonplaats (Cass., 18 april 1958, *Arr. Cass.*, 622). Meestal echter vallen deze twee begrippen samen.

Een vreemdeling die illegaal in het Rijk verblijft, heeft ergens een plaats van oponthoud in het Rijk en beschikt aldus zeker over een verblijfplaats in het Rijk.

Zonder ingeschreven te zijn in het bevolkings- of vreemdelingenregister, kan de vreemdeling in burgerrechtelijke zin zelfs een woonplaats hebben in België, indien hij al jaren in België vertoeft op een plaats waar het centrum van zijn belangen gesitueerd is.

Het feit dat men beschikt over een woonplaats of een verblijfplaats in België kan met alle middelen van recht bewezen worden.

### 3. Beteugeling van schijnhuwelijken.

Het voornemen van de partijen om te huwen dient openbaar gemaakt te worden via de huwelijksafkondiging.

De ambtenaar van de burgerlijke stand kan op grond van een eenvoudige verklaring uitgaande van de aanstaande echtgenoten waarbij ze de nodige inlichtingen verschaffen betreffende hun burgerlijke staat, overgaan tot de afkondiging van het voorgenomen huwelijk. Ten einde onzekerheid betreffende de in de akte van huwelijksafkondiging opgenomen gegevens te voorkomen is het evenwel de algemene regel dat de ambtenaar van de burgerlijke stand de overlegging van het uittreksel uit de akte van geboorte en andere stukken van het huwelijksdossier vraagt voor de afkondiging van het huwelijk. De uiteindelijke voorlegging van alle nodige documenten dient ten laatste op het moment van de voltrekking van het huwelijk te geschieden.

De ambtenaar van de burgerlijke stand kan vanaf de kennisname van de intentie van de partijen om in het huwelijk te treden, nagaan of de partijen de intentie hebben om een schijnhuwelijk af te sluiten.

De huwelijksafkondiging kan echter slechts geweigerd worden wanneer er sprake is van een duidelijk en bewezen bedrog (valse of vervalste documenten).

Indien de ambtenaar van de burgerlijke stand vaststelt dat de werkelijke wil van de partijen manifest niet overeenkomt met de geuite wil en dat het huwelijk duidelijk niet gericht is op het tot stand brengen van een duurzame levensgemeenschap, maar op het verkrijgen van een voordeel dat verbonden is met het statuut van gehuwde, kan hij het huwelijk weigeren te voltrekken.

En ce qui concerne la célébration du mariage, l'officier de l'état civil ne doit en effet pas seulement jouer un rôle passif mais également un rôle actif et préventif.

L'examen préalable de la réunion de toutes les conditions de fond et de forme par les futurs époux ressortit essentiellement de sa compétence, qui est par ailleurs souveraine.

Le contrôle exercé par l'officier de l'état civil porte à la fois sur la réunion des conditions positives et sur l'absence d'éventuels empêchements au mariage.

Ce contrôle englobe également la vérification du caractère non simulé du mariage projeté.

A ce sujet, il est renvoyé à la circulaire du 1<sup>er</sup> juillet 1994 relative aux conditions dans lesquelles l'officier de l'état civil peut refuser la célébration du mariage (*M.B.*, 7 juillet 1994).

L'officier de l'état civil ne peut refuser la célébration du mariage que s'il estime que toutes les données indiquent de manière univoque qu'il s'agit d'un mariage simulé. En cas de doute, il peut demander l'avis du Ministère public. Cette demande d'avis ne doit être introduite que dans les cas de doute fondés, et non systématiquement. Elle doit être accompagnée d'un dossier contenant tous les éléments utiles, y compris l'appréciation du cas par l'officier de l'état civil.

Il convient enfin d'insister sur le fait que le séjour illégal d'un futur époux ne peut constituer un motif de refus de célébration du mariage.

L'officier de l'état civil a toutefois le droit d'informer l'Office des Etrangers de la présence de l'étranger illégal et d'obtenir des informations sur la situation de séjour de celui-ci.

4. Introduction de la demande de séjour après la célébration du mariage.

Ainsi qu'il a été indiqué ci-dessus, un étranger en séjour illégal peut se marier en Belgique.

Toutefois, en ce qui concerne le séjour, il convient de rappeler que les documents requis pour l'entrée dans le Royaume doivent être produits à l'appui de la demande de séjour introduite dans le cadre de l'article 10, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° ou 4°, ou de l'article 40, §§ 3 à 6, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Cela signifie concrètement que l'étranger doit être en possession d'un passeport national valable ou d'un titre de voyage en tenant lieu, revêtu le cas échéant d'un visa ou d'une autorisation tenant lieu de visa, valable pour la Belgique, apposé par un représentant diplomatique ou consulaire belge ou par celui d'un Etat partie à une Convention internationale relative au franchissement des frontières extérieures, liant la Belgique (article 2 de la loi du 15 décembre 1980).

Lorsque l'étranger ne produit pas ces documents d'entrée, sa demande de séjour est en principe déclarée irrecevable.

5. Documents qui doivent être produits afin d'obtenir un visa en vue de conclure un mariage en Belgique.

A. L'étranger qui souhaite se marier en Belgique doit dans tous les cas remettre au poste diplomatique ou consulaire belge à l'étranger les documents suivants :

- un passeport national valable;
- un certificat médical (délivré depuis six mois au maximum);
- un extrait de casier judiciaire (délivré depuis six mois au maximum);
- la preuve qu'il possède des moyens d'existence suffisants pour son séjour en Belgique ou un engagement de prise en charge souscrit par une personne qui remplit les conditions prévues à l'article 3bis de la loi du 15 décembre 1980;

De ambtenaar van de burgerlijke stand heeft in het kader van de huwelijksvoltrekking immers niet enkel een passieve, maar ook een actieve en preventieve rol te vervullen.

Het voorafgaand onderzoek om na te gaan of door de aanstaande echtgenoten aan alle grond- en vormvoorwaarden voldaan is, behoort tot de essentie van zijn bevoegdheid, die daarenboven een soevereine bevoegdheid is.

De door de ambtenaar van de burgerlijke stand uitgevoerde controle slaat zowel op de vervulling van de positieve voorwaarden, als op de afwezigheid van eventuele huwelijksbeletselen.

Deze controle behelst ook het onderzoek of het geplande huwelijk geen schijnhuwelijk betreft.

In dit kader kan verwezen worden naar de omzendbrief van 1 juli 1994 betreffende de omstandigheden waarin de huwelijksvoltrekking door de ambtenaar van de burgerlijke stand kan geweigerd worden (*B.S.*, 7 juli 1994).

De ambtenaar van de burgerlijke stand is gerechtigd om de huwelijksvoltrekking te weigeren indien hij meent dat alle gegevens eénuddig wijzen op een schijnhuwelijk. Bij twijfel kan hij het advies van het Openbaar Ministerie inwinnen. Dit hoeft niet systematisch maar enkel in gefundeerde twijfelgevallen te geschieden, waarbij aan het Openbaar Ministerie een dossier dient overgemaakt te worden met alle nuttige elementen, inbegrepen de appreciatie van de ambtenaar van de burgerlijke stand.

Tenslotte dient ook hier benadrukt te worden dat het illegaal verblijf van een huwelijkspartner op zich geen motief kan zijn om de voltrekking van het huwelijk te weigeren.

De ambtenaar van de burgerlijke stand is gerechtigd om de Dienst Vreemdelingenzaken op de hoogte te brengen van de aanwezigheid van de illegale vreemdeling en inlichtingen in te winnen omtrent de verblijfsgeschiedenis van de vreemdeling.

4. Indienen van de aanvraag tot verblijf na het voltrekken van het huwelijk.

Zoals hierboven werd uiteengezet kan een illegale vreemdeling in België in het huwelijk treden.

Voor wat betreft het verblijfsaspect dient de aandacht erop gevestigd te worden dat bij de aanvraag tot verblijf in het kader van artikel 10, eerste lid, 1° of 4°, of artikel 40, § 3 tot § 6, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, de documenten die vereist zijn voor de binnenkomst in het Rijk dienen overgemaakt te worden.

Dit betekent *in concreto* dat de vreemdeling in het bezit moet zijn van een geldig nationaal paspoort of van een daarmee gelijkgestelde reistitel, zonodig voorzien van een visum of een visumverklaring, geldig voor België, aangebracht door een Belgische diplomatieke of consulaire vertegenwoordiger of door een diplomatieke of consulaire vertegenwoordiger van een Staat die partij is bij een internationale overeenkomst betreffende de overschrijding van de buitengrenzen, die België bindt (artikel 2 van de wet van 15 december 1980).

Indien de vreemdeling deze binnenkomstdocumenten niet kan overmaken, wordt zijn aanvraag tot verblijf in principe onontvankelijk verklaard.

5. Documenten die dienen overgelegd te worden ten einde een visum met het oog op het voltrekken van een huwelijk in het Rijk te bekomen.

A. Vreemdelingen die in België wensen in het huwelijk te treden moeten in ieder geval de volgende documenten overmaken aan de Belgische diplomatieke of consulaire post in het buitenland :

- een geldig nationaal paspoort;
- een medisch getuigschrift (niet ouder dan zes maanden);
- een uittreksel uit het strafregister (niet ouder dan zes maanden);
- een bewijs van voldoende middelen van bestaan voor het verblijf in België of een verbintenis tot tenlasteneming uitgaande van een persoon die voldoet aan de voorwaarden neergelegd in artikel 3bis van de wet van 15 december 1980;

— la preuve de la publication des bans de mariage (délivrée depuis six mois au maximum).

Il est à noter que la publication des bans de mariage ne peut être refusée par l'officier de l'état civil pour le seul motif de l'absence d'un des futurs époux.

L'officier de l'état civil doit cependant vérifier que la partie absente exprime son consentement à la publication des bans de mariage.

A cette fin, il peut demander une attestation légalisée dans laquelle le futur époux absent exprime son consentement à ce sujet. Il peut également demander une traduction de ce document si elle est nécessaire.

B. Les trois documents suivants doivent également être produits au poste diplomatique ou consulaire concerné :

- un acte de naissance;
- une attestation de célibat (délivrée depuis trois mois au maximum);
- la preuve que l'étranger réunit les conditions posées par sa loi nationale pour contracter un mariage, comme par exemple un certificat de coutume (délivrée depuis six mois maximum).

Les trois documents précités peuvent être remplacés par une attestation délivrée par l'officier de l'état civil dans laquelle celui-ci déclare que ce ou ces documents lui a/ont été produit(s) (dans la durée de validité fixée) en vue de la conclusion d'un mariage.

Les étrangers qui produisent les documents exigés reçoivent un visa de type C. Il s'agit d'un visa de court séjour qui permet à son titulaire de séjourner pour une durée de trois mois maximum sur le territoire des Etats parties à la Convention d'application de l'Accord de Schengen, signée le 19 juin 1990.

Il est indiqué sur la vignette-visa que la célébration du mariage doit avoir lieu en Belgique dans une période de trois mois à partir de l'entrée de l'étranger sur le territoire des Etats parties à la Convention d'application de l'Accord de Schengen.

6. Documents qui doivent être produits afin d'obtenir un visa de regroupement familial sur la base d'un mariage conclu à l'étranger.

A. Regroupement familial sur la base de l'article 10, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° ou 4°, de la loi du 15 décembre 1980.

Cet article concerne les étrangers qui souhaitent rejoindre leur conjoint admis ou autorisé à séjourner plus de trois mois dans le Royaume ou autorisé à s'y établir.

Le conjoint qui se trouve à l'étranger doit remettre au poste diplomatique ou consulaire belge à l'étranger les documents suivants :

1) dans le cadre de l'article 10, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, de la loi :

- un passeport national valable;
- l'acte de mariage;
- le cas échéant, un acte de divorce ou l'acte de décès de l'ex-conjoint;
- un acte de naissance;
- un extrait de casier judiciaire (délivré depuis six mois au maximum);
- une copie du titre de séjour ou d'établissement de l'étranger qui séjourne en Belgique.

L'étranger qui produit les documents précités et qui satisfait aux conditions prévues à l'article 10, alinéas 2 et 3, de la loi du 15 décembre 1980, reçoit un visa de type D - regroupement familial. Il s'agit d'un visa en vue d'un long séjour, qui permet à son titulaire de transiter pendant cinq jours au maximum sur le territoire des Etats parties à la Convention d'application de l'Accord de Schengen, pour atteindre le territoire belge et rejoindre son conjoint.

— een bewijs van de huwelijksafkondiging (niet ouder dan zes maanden).

De aandacht dient erop gevestigd te worden dat de huwelijksafkondiging niet geweigerd mag worden door de ambtenaar van de burgerlijke stand op grond van het loutere feit dat één van de huwelijkspartners niet fysisch aanwezig is.

De ambtenaar van de burgerlijke stand dient wel na te gaan of de fysisch niet-aanwezige partij zijn instemming betuigt met de huwelijksafkondiging.

In dit kader kan een gelegaliseerd schriftelijk bewijs gevraagd worden uitgaande van de afwezige huwelijkspartner waarin deze zijn instemming betuigt met de huwelijksafkondiging. Zonodig kan een vertaling van dit document gevraagd worden.

B. Daarnaast dienen de volgende drie documenten overgemaakt te worden aan de Belgische diplomatieke of consulaire post in het buitenland :

- een geboorteakte;
- een bewijs van de ongehuwde staat (niet ouder dan drie maanden);
- een bewijs dat men voldoet aan de door de nationale wet gestelde voorwaarden om een huwelijk aan te gaan, zoals bijv. een wetscertificaat (niet ouder dan zes maanden).

De bovenvermelde drie documenten kunnen vervangen worden door een attest uitgaande van de ambtenaar van de burgerlijke stand waarin hij verklaart dat het (de) betrokken document(en), met de bovenvermelde geldigheidsduur, overgemaakt werd(en) met het oog op het afsluiten van een huwelijk.

De vreemdelingen die de vereiste documenten overmaken ontvangen een visum, type C. Dit is een visum kort verblijf dat de houder ervan toelaat om gedurende een periode van maximum drie maanden te verblijven op het grondgebied van de Lidstaten die partij zijn bij de Uitvoeringsovereenkomst van het Akkoord van Schengen, ondertekend op 19 juni 1990.

Op de visumsticker in kwestie wordt vermeld dat de huwelijksvoltrekking in België dient plaats te grijpen binnen een periode van drie maanden vanaf het betreden van het grondgebied van de Lidstaten die partij zijn bij de Uitvoeringsovereenkomst van het Akkoord van Schengen.

6. Documenten die dienen overgelegd te worden ten einde een visum gezinshereniging te bekomen op basis van een huwelijk dat afgesloten werd in het buitenland.

A. Gezinsshereniging op basis van artikel 10, eerste lid, 1° of 4°, van de wet van 15 december 1980.

Dit artikel betreft die vreemdelingen die tot een verblijf van meer dan drie maanden in het Rijk toegelaten of gemachtigd zijn of tot vestiging in het Rijk gemachtigd zijn en wier echtgeno(o)t(e) zich bij hen wenst teervoegen.

De documenten die de huwelijkspartner die zich in het buitenland bevindt moet overmaken aan de Belgische diplomatieke of consulaire post in het buitenland, zijn de volgende :

1) in het kader van artikel 10, eerste lid, 4°, van de wet :

- een geldig nationaal paspoort;
- de huwelijksakte;
- zonodig, een echtscheidingsakte of overlijdensakte van de ex-echtgenoot;
- een geboorteakte;
- een uittreksel uit het strafregister (niet ouder dan zes maanden);
- een kopie van de verblijfs- of vestigingsvergunning van de vreemdeling die in België verblijft.

Indien de vreemdeling de bovenvermelde documenten overmaakt en voldoet aan de voorwaarden neergelegd in artikel 10, tweede en derde lid, van de wet van 15 december 1980, wordt hij in het bezit gesteld van een visum type D - familiale hergroepering. Dit is een visum met het oog op lang verblijf dat de houder ervan toelaat om gedurende maximaal vijf dagen te transiteren over het grondgebied van de Lidstaten die partij zijn bij de Uitvoeringsovereenkomst van het Akkoord van Schengen, ten einde het Belgisch grondgebied te kunnen bereiken en zich teervoegen bij de echtgeno(o)t(e).

2) dans le cadre de l'article 10, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, de la loi (application des conventions bilatérales relatives à l'emploi en Belgique de travailleurs étrangers, conclues entre la Belgique et le Maroc, la Turquie, la Tunisie, l'Algérie et la Yougoslavie, approuvées par la loi du 13 décembre 1976, *M.B.*, 17 juin 1977) :

- un passeport national valable;
- l'acte de mariage;
- le cas échéant, un acte de divorce ou l'acte de décès de l'ex-conjoint;
- un extrait de casier judiciaire si le demandeur a plus de dix-huit ans (délivré depuis six mois au maximum);
- la preuve que le conjoint en Belgique y est occupé (attestation de l'employeur, contrat de travail, inscription au registre de commerce,...);
- une copie du permis de travail ou de la carte professionnelle du conjoint en Belgique;
- la preuve que le conjoint en Belgique y a travaillé pendant trois mois au moins (un mois pour les Turcs);
- une copie du titre de séjour ou d'établissement du conjoint qui séjourne en Belgique.

L'étranger qui produit les documents précités reçoit un visa de type D - regroupement familial (voir supra, point A, 1).

*B. Regroupement familial sur la base de l'article 40 de la loi du 15 décembre 1980*

Cet article vise les étrangers qui souhaitent rejoindre leur conjoint belge ou ressortissant de l'Espace économique européen (qui regroupe les États membres de l'Union européenne, l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège).

Le conjoint qui se trouve à l'étranger doit remettre au poste diplomatique ou consulaire belge à l'étranger les documents suivants :

- un passeport national valable;
- l'acte de mariage;
- le cas échéant, un acte de divorce ou l'acte de décès de l'ex-conjoint;
- un extrait de casier judiciaire si le demandeur a plus de dix-huit ans (délivré depuis six mois au maximum);
- une copie de la carte d'identité du Belge ou du document de séjour ou titre d'établissement de l'étranger qui séjourne en Belgique;

L'étranger qui produit les documents précités reçoit un visa de type D — regroupement familial (voir supra, point A, 1).

#### 7. Légalisation des documents à produire.

Conformément à la circulaire du Ministre de la Justice du 17 février 1993 relative à la légalisation des actes de l'état civil intervenus à l'étranger (*M.B.*, 27 mars 1993), les actes étrangers présentés à l'officier de l'état civil et au poste diplomatique ou consulaire belge à l'étranger doivent être légalisés, sauf lorsqu'ils entrent dans le champ d'application de la Convention de La Haye du 5 octobre 1961 supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers (approuvée par la loi du 5 juin 1975, *M.B.*, 7 février 1976), qui prévoit la procédure simplifiée de l'« apostille ».

Il n'est exigé ni légalisation, ni apostille, lorsque cela résulte d'accords internationaux qui lient la Belgique.

Le Ministre de l'Intérieur,  
J. Vande Lanotte.

Le Ministre de la Justice,  
S. De Clerck.

2) in het kader van artikel 10, eerste lid, 1°, van de wet (toepassing van bilaterale akkoorden met Marokko, Turkije, Tunesië, Algerije en Joegoeslavië betreffende de tewerkstelling in België van buitenlandse werknemers, goedgekeurd door de wet van 13 december 1976, *B.S.*, 17 juni 1977)

- een geldig nationaal paspoort;
- de huwelijksakte;
- zonodig, een echtscheidingsakte of overlijdensakte van de ex-echtgenoot;
- een uittreksel uit het strafregister (niet ouder dan zes maanden), indien de aanvrager ouder is dan 18 jaar;
- het bewijs dat de echtgeno(o)t(e) tewerkgesteld is in België (werkgeversattest, arbeidsovereenkomst, inschrijving in het handelsregister,...);
- een kopie van de arbeidskaart of beroepskaart van de echtgeno(o)t(e) in België;
- het bewijs dat de echtgeno(o)t(e) gedurende tenminste drie maanden arbeid heeft in België (een maand voor de Turkse onderdanen);
- een kopie van de verblijfs- of vestigingsvergunning van de vreemdeling die in België verblijft.

Indien de vreemdeling de bovenvermelde documenten overmaakt, wordt hij in het bezit gesteld van een visum type D - familiale hergroepering (zie supra punt A.1).

*B. Gezinshereniging op basis van artikel 40 van de wet van 15 december 1980.*

Dit artikel betreft Belgen en onderdanen van de Europese Economische Ruimte (E.U.-Lidstaten, Noorwegen, IJsland en Liechtenstein) wier echtgeno(o)t(e) zich bij hen wenst te voegen.

De documenten die de huwelijkspartner die zich in het buitenland bevindt moet overmaken aan de Belgische diplomatieke of consulaire post in het buitenland, zijn de volgende :

- een geldig nationaal paspoort;
- de huwelijksakte;
- zonodig, een echtscheidingsakte of overlijdensakte van de ex-echtgenoot;
- een uittreksel uit het strafregister (niet ouder dan zes maanden) indien de aanvrager ouder is dan 18 jaar;
- een kopie van de identiteitskaart van de Belg of van het verblijfsdocument of de vestigingsvergunning van de vreemdeling die in België verblijft.

Indien de vreemdeling de bovenvermelde documenten overmaakt, wordt hij in het bezit gesteld van een visum type D — familiale hergroepering (zie supra punt A.1).

#### 7. Legalisatie van de over te leggen documenten.

De buitenlandse akten die voorgelegd worden aan de ambtenaar van de burgerlijke stand en de Belgische diplomatieke of consulaire post in het buitenland dienen overeenkomstig de circulaire van de Minister van Justitie van 17 februari 1993 betreffende de legalisatie van akten van de burgerlijke stand die in het buitenland verleden werden (*B.S.*, 27 maart 1993) gelegaliseerd te worden, behalve wanneer een akte valt onder het toepassingsgebied van het Verdrag van Den Haag van 5 oktober 1961 tot afschaffing van de vereiste van legalisatie van buitenlandse openbare akten en tot invoering van het gebruik van de vereenvoudigde procedure van de "apostille" (goedgekeurd bij de wet van 5 juni 1975, *B.S.*, 7 februari 1976).

Geen legalisatie noch apostille is vereist indien dit voortvloeit uit bindende internationale akkoorden.

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
J. Vande Lanotte.

De Minister van Justitie,  
S. De Clerck.